

structure de formation. Nous interviendrons dans ce cadre sur les problèmes de type idéologique et culturel.

2. Notre intervention tiendra compte également du caractère « jeune » d'une partie du personnel en formation (singulièrement les F.P. 1 dont les luttes des dernières années se sont déterminées plus en résonance avec les luttes lycéennes qu'avec les mobilisations enseignantes).

Mais nous ne saurions négliger, en nous cantonnant aux seules années de formation professionnelle, la transformation actuelle des écoles normales, qui tendent de plus en plus à devenir des centres de formation permanente pour les maîtres. Ce n'est qu'au niveau de l'intervention politique générale de l'organisation, par feuilles, cercles ouverts, intervention d'un comité rouge solide, qu'une unité peut être trouvée. La construction de tels comités rouges ne peut se faire sans intervention à caractère de masse :

- au sein de la tendance syndicale dont il faudra éviter la sectorialisation aux seuls F.P. ;
- au sein de comités larges (comités internationalistes, de soutien aux luttes ouvrières...);
- au sein de comités « ad hoc » qui peuvent se créer sur une école normale et être beaucoup plus larges que la tendance (en particulier lors de mobilisations contre des cas de répression).

Pour capitaliser notre implantation, nous devons **renforcer notre intervention proprement politique** dans tous les domaines et spécifiquement sur les problèmes de l'école. La construction du C.R. au travers des mobilisations et de la radicalisation opérée dans les comités, au travers du travail de tendance syndicale doit permettre de stabiliser une avant-garde de jeunes instituteurs qui se caractérise autant pour sa combativité, forte mais ponctuelle, que par ses démolitions brutales.

3.2.4. - THESEES SUR LE TRAVAIL FEMMES.

I. - L'objectif stratégique de la construction d'un mouvement autonome de femmes est pour nous une tâche à l'ordre du jour. L'auto-organisation des femmes est la condition nécessaire pour entamer la lutte contre une oppression spécifique qui n'est pas réductible à l'exploitation capitaliste, même si l'imbrication est étroite entre cette oppression séculaire et la domination bourgeoise.

51

Condition pour que l'adhésion des femmes à la lutte contre le capitalisme se fasse, mais pas sur la base d'un « chèque en blanc » à la révolution, le mouvement des femmes continuera d'exister après la prise du pouvoir par les travailleurs comme gage d'un socialisme profondément libérateur : la libération de l'humanité se mesurera aussi à celle des femmes.

Il lutte aujourd'hui sur le double terrain de l'exploitation et de l'oppression des femmes.

Son actualité est aujourd'hui renforcée par le développement de la radicalisation des femmes qui s'inscrit dans la nouvelle période ouverte dans les pays capitalistes développés par les années 60 et se nourrit d'une série de contradictions nées du développement même du capitalisme : accès croissant des femmes à l'éducation, mais maintien de l'inégalité des chances, développement du salariat féminin mais plus grande vulnérabilité de la main-d'œuvre féminine, professionnalisation croissante des femmes, mais maintien du rôle domestique (double journée de travail), école-éducatrice concurrente des enfants, mais perpétuation du rôle maternel, crise des valeurs et ébranlements de la famille laissant entrevoir autre chose que l'univers étriqué du foyer, mais brisant le cadre sécurisant antérieur, surgissement partiel

du problème de la sexualité féminine à travers la brèche ouverte par le Planning Familial, etc.

II. - Pour des raisons tant structurelles (conséquences de la révolution démocratique bourgeoise sur la question des femmes) que conjoncturelles (austérité, chômage...), la bourgeoisie ne peut s'offrir aujourd'hui le luxe d'un MOUVEMENT « féministe » bourgeois de masse, même si certains points d'égalité formelle peuvent encore être concédés.

A la différence des U.S.A., l'existence d'un fort mouvement ouvrier encadré majoritairement par les stalinien et la montée des luttes ouvrières depuis 1968 agissent comme sollicitation objective par rapport à tout mouvement des femmes, d'autant plus qu'existe aujourd'hui l'Union de la Gauche comme facteur accentuant la polarisation politique.

La création du secrétariat d'Etat à la condition féminine et l'utilisation au sein du gouvernement de la personnalité de Françoise Giroud traduisent la volonté de la bourgeoisie de répondre d'abord à la radicalisation des femmes par le biais direct de l'appareil d'Etat.

Pour autant, nous ne réduisons pas la question du « féminisme » bourgeois à celle de la mise en place d'un mouvement. On assiste à l'intégration partielle, déformée, de revendications féminines. Dès aujourd'hui, un certain « laxisme » des mœurs, des thèmes développés par les média féminins traduisent, de manière différenciée, à la fois un relâchement de l'état de la morale traditionnelle et une relative adaptation récupératrice de l'idéologie dominante.

III. - L'existence même de l'Union de la Gauche comme alternative politique impliquant une amélioration tangible de la situation des femmes peut capter les espoirs de nombreuses d'entre elles. Mais :

1) Le P.C. refuse de poser le problème de la lutte contre l'oppression au nom de « l'unité de la classe ouvrière » et se cantonne au terrain de la lutte réformiste contre certaines conséquences de l'oppression et de l'exploitation. Le refus de l'auto-organisation, la défense de la famille nucléaire contre les coups que lui porte le capitalisme, la conception bureaucratique du socialisme, c'est-à-dire des éléments fondamentaux de leur ligne politique, les empêchent de prendre en charge en profondeur la lutte combinée contre l'exploitation et l'oppression.

Néanmoins, ils pourront capter :

- une première prise de conscience des femmes : conscience de l'exploitation, volonté de lutter contre « l'inégalité », etc. ;
- une réaction défensive de femmes désemparées par la crise de la famille.

Ce qui ne veut pas dire qu'ils ne tenteront pas (c'est déjà le cas), sur des problèmes précis, d'apporter à leur manière des réponses à la radicalisation des femmes : à travers la C.G.T. contre la sur-exploitation des travailleuses, les femmes et la paix, les femmes et la vie chère, etc., débouchant naturellement sur les femmes et le Programme commun.

2) Le P.S. et la direction de la C.F.D.T., dans la lignée du « socialisme à visage humain », pour répondre à l'impact de la radicalisation dans leurs rangs et comme élément du rapport de force en leur faveur au sein de l'Union de la Gauche, se permettront quelques audaces verbales, pourront aller jusqu'à l'organisation de colloques sur le mode « les femmes et l'auto-gestion » ou de rencontres. D'inévitables tensions surgiront à ce propos entre les anciennes couches social-démocrates et catholiques, et les nouvelles recrues